

8 septembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les victimes de violences ethniques et religieuses au Moyen-Orient, à Paris le 8 septembre 2015.

Monsieur le vice-secrétaire général des Nations-Unis,

Mesdames, Messieurs les ministres,

Madame la Haute représentante pour l'Union européenne,

Messieurs les personnalités qui viennent ici représentant les différentes communautés,

C'est une initiative importante qui a été prise et je veux la saluer, par la Jordanie et la France, de rassembler toute la diversité du Moyen Orient ainsi que les acteurs politiques ou les représentants des institutions internationales qui ont un rôle à jouer dans la région pour apaiser les brutalités et les violences que subissent les minorités ethniques et religieuses et les populations qui sont chassées.

Cette conférence voulue par la France, soutenue par la Jordanie, c'est une conférence qui doit être utile, qui ne doit pas simplement faire le constat des malheurs, des atrocités, des déplacements et faire simplement la déploration par rapport à une situation qui n'a que trop duré.

Ce qui est en cause au Moyen Orient, c'est la fin d'une histoire, d'une très grande histoire qui est celle de la pluralité, de la diversité, de la coexistence, du dialogue. Vous avez insisté sur ce qu'a été et est encore le Moyen Orient pour le monde, le berceau des civilisations, le lieu où les religions peuvent être ensemble en se respectant et en étant capable de donner un message de paix.

Ce qui est en cause au Moyen Orient, c'est aussi une conception de l'humanité : est-ce qu'il est possible de vivre ensemble ? Est-ce qu'il est possible de faire cesser les atrocités ? C'est la raison pour laquelle nous considérons que cette conférence doit être utile et doit être traduite par des conclusions qui ne seront pas simplement des incantations, mais un véritable plan d'actions, aussi bien sur le plan politique, humanitaire, mais aussi judiciaire.

Nous devons parler de l'urgence. Mais que veut dire l'urgence quand depuis trois ans des massacres ignobles sont commis, des destructions, des éliminations et où des femmes, des hommes sont poursuivis pour la religion qui est la leur. Il y a urgence, il y a un an, j'étais en Irak où j'ai rencontré les représentants des chrétiens, chrétiens d'Orient. J'ai pu entendre leur détresse, le récit des exactions qu'ils avaient subies. Pour la première fois depuis des siècles, aucune messe de la nativité n'a pu être célébrée à Noël à Mossoul. Mossoul, ville située sur les ruines de la Ninive biblique qui fut longtemps l'une des capitales du christianisme.

C'est avec la même indignation que j'ai pu également rencontrer des représentants yézidis qui m'ont également relaté ce qu'ils avaient pu connaître, éloignés avec cruauté de leur village, avec des enfants enlevés à leur famille, des hommes assassinés, des femmes soumises à d'odieuses violences sexuelles. Des témoignages encore aujourd'hui nous sont révélés et on ne pourra pas dire qu'on ne sait pas. Je pense à Jinan BADEN, rescapée de l'esclavage de Daech qui vient de publier un témoignage bouleversant.

J'ai également pu avec le ministre Laurent FABIUS connaître la situation qui a été faite aux Shabaks, aux Turkmènes et à tant d'autres et je n'oublie pas les musulmans qui sont les premières victimes du terrorisme et notamment de Daech. Daech détruit tout, c'est le but, ce sont ses moyens, c'est son idéologie. Daech détruit tout, les êtres humains comme les

sont ses moyens, c'est son idéologie. Daech détruit tout, les églises romaines comme les monuments. Il crucifie, décapite, massacre, démolit le patrimoine plurimillénaire de cette région. Je pense au supplice de Khaled ASSAD, ce savant de 82 ans qui avait voulu rester à Palmyre, même s'il savait que son sort était sans doute réglé en prenant cette décision. Mais il voulait que ce sacrifice puisse être aussi connu de tous, comme Palmyre l'est encore, pour que l'on comprenne bien ce que ces terroristes voulaient faire.

L'objectif de Daech, c'est de faire régner la peur, la peur parmi les minorités du Moyen-Orient, qui ont toujours vécu là, et qui veulent encore y vivre, mais la peur aussi chez les musulmans, tous ceux qui ne suivent pas Daech et qui sont désignés comme hérétiques ou apostats. L'objectif de ce groupe terroriste qui rejoint d'ailleurs celui de Bachar EL ASSAD, c'est bien d'enfermer les populations dans ses peurs, et d'empêcher toute capacité à revivre ensemble, de nier la Nahda, cette formidable période d'émergence d'un monde arabe respectueux des différences.

Face à ces crimes, il est urgent d'agir d'abord pour les Etats de la région eux-mêmes, et ils le font. Je veux saluer ce que fait la Jordanie pour accueillir des réfugiés pour promouvoir la diversité et le dialogue interreligieux. Je pense au message d'Amman, qui est un message de paix de tolérance pour le monde musulman et même bien au-delà.

Je veux aussi parler du Liban, qui accueille près de 1.500.000 réfugiés, un Liban qui n'en peut plus, un Liban qui est pris aussi par des convulsions, mais qui tient, qui préserve son unité tant bien que mal, mais qui est vulnérable. Un Liban qui fait en sorte aussi que la cohabitation entre les confessions puisse être sauvegardée, malgré les crimes qui sont commis à quelques kilomètres de là. Le Liban qui doit être soutenu, qui doit être financièrement également aidé, et ce sera l'objet d'une réunion qui se tiendra en marge de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Je pense aussi à l'Egypte, qui veille d'ailleurs scrupuleusement à ce que les musulmans, comme les Coptes, soient considérés comme des citoyens égyptiens à part entière. Je veux également apporter mon soutien aux autorités irakiennes, qui s'engagent dans la voie de la réconciliation nationale pour établir un Etat, qui respecte tous les citoyens, quelles que soient leurs croyances, leurs confessions ou leurs communautés, leur appartenance.

Les crises du Moyen-Orient et je l'évoquais nous concernent tous. Une émotion considérable est née lorsque l'image d'un petit enfant mort noyé sur une plage turque a été diffusée. Mais combien d'autres images sur combien d'autres morts n'ont jamais été connues de l'opinion internationale. 3.000 victimes de la traversée de la Méditerranée qui ne sont jamais revenues. Oui, nous devons aussi penser à ces douze millions de Syriens qui ont quitté leur foyer, les déplacés, et à ces quatre millions qui sont réfugiés dans les pays voisins.

Tous regardent vers la communauté internationale, tous regardent aussi vers l'Europe, nous le savons. L'urgence, elle est politique, et le premier devoir, c'est de tout faire pour résoudre les crises. C'est aussi le sens, pour y parvenir, de l'action de force que nous devons engager avec la coalition internationale contre Daech, et la France y participe. C'est également le sens qu'a voulu donner le Conseil de sécurité, enfin, après deux ans de blocage pour exprimer la volonté de parvenir à une véritable transition politique en Syrie. Nous devons y travailler sans relâche. Et la France le fait.

Tous les pays de la région doivent y contribuer, toutes les puissances quelle que soit leur attitude adoptée jusque-là doivent y travailler. Nous devons faire en sorte que le processus qui avait été engagé à Genève puisse être enfin achevé. Transition politique, parce que c'est la seule condition pour retrouver la paix. Mais en même temps, nous devons poursuivre les actions militaires contre Daech. C'est ce que la France n'a pas manqué de rappeler encore ces derniers jours.

L'urgence, elle est humanitaire, et je tiens ici à évoquer, comme je l'ai fait, la situation en Turquie, au Liban, en Irak, en Jordanie, pour l'accueil des réfugiés. Hier, avec M. Antonio GUTERRES, nous évoquions la situation des réfugiés. Si nous n'aidons pas plus les pays qui accueillent, si nous ne soutenons pas davantage les familles qui sont dans ces camps de réfugiés ou dispersés dans les pays voisins, alors, non seulement, il y aura des drames, non seulement, il y aura des familles qui n'en pourront plus, mais il y aura cet exode, cet exode que nous voyons sous nos yeux, cet exode qui ne cessera pas s'il n'y a pas une action d'ampleur pour que ceux qui ont quitté leur pays, et parfois l'Irak puissent être accueillis dans les meilleures conditions dans

les pays voisins. Nous devons faire en sorte que ceux-là puissent y travailler et puissent y vivre sans avoir besoin d'aller chercher de l'autre côté de la Méditerranée un refuge.

Faisons-le aujourd'hui si nous ne voulons pas le faire plus tard dans d'autres conditions, beaucoup plus dramatiques, et si nous devons accueillir, et la France le fera, selon les recommandations d'une politique européenne qui devra répartir les réfugiés au nom du droit d'asile, entre les différents Etats. Qu'est-ce que serait un continent qui a fondé son union sur des valeurs s'il n'était pas capable d'avoir cette capacité d'accueil et de refuse pour les martyrisés, pour les déplacés, pour les réfugiés ? Mais en même temps que nous le faisons, nous devons faire en sorte que ce mouvement puisse connaître aussi sa fin, c'est-à-dire que nous puissions traiter les causes plutôt que les conséquences.

Nous devons également mener à bien une politique pour protéger les populations. Oui, protéger ceux qui sont encore au Moyen-Orient, dans les zones de crise. Oui, protéger les réfugiés, mais nous devons aussi faire en sorte de protéger le patrimoine, le patrimoine culturel. Là aussi des destructions considérables sont commises, des crimes sont organisés et des trafics, hélas, sont également en place, trafics d'êtres humains, trafics de biens culturels. Il y a toujours des individus ou des groupes, souvent d'ailleurs inspirés par des idées terroristes, de vouloir aussi faire de l'argent sur le malheur des autres.

Alors, pour traiter de l'urgence il faut aussi traiter de l'urgence judiciaire. Les responsables de ces atrocités devront rendre des comptes devant la justice, internationale. Les actes de Daech, en Irak, en Syrie, sont des crimes contre l'Humanité. J'appelle donc tous les Etats concernés, de la région, à adhérer au statut de Rome pour que la Cour pénale puisse juger les auteurs de ces crimes et la France souhaite également que le Conseil de sécurité saisisse directement la Cour pénale internationale.

Enfin, permettez-moi de saluer les initiatives qui ont été prises récemment encore par les responsables religieux et les représentants de toutes les communautés au Moyen-Orient. C'est le message de paix qui a été, une fois encore, adressé, c'est le message de solidarité, de soutien, aux victimes, porté par toutes les confessions, unies, pour envoyer cet avertissement au monde, et en même temps l'espoir, l'espoir qu'une solution est possible, dès lors qu'elle est humaine. Beaucoup de ces représentants des communautés, des religions, sont présents ici, je les salue et je leur exprime tout notre soutien. Si nous voulions, ici, cette conférence, c'était aussi pour que ces chrétiens d'Orient, ces minorités, ces différents groupes religieux, puissent se sentir pleinement soutenus, considérés et reconnus.

Je l'ai dit, la conférence doit déboucher sur un plan d'actions, ce plan d'actions sera présenté à la fin des travaux, et vos initiatives, vos propositions, et vos engagements, seront les bienvenus. Ce que je peux vous dire c'est que ce que vous déciderez, la France le soutiendra. Ce plan, la France veut en être un des participants, un des auteurs, mais également la France considère que c'est le monde entier qui doit aujourd'hui prendre la dimension de ce qui se produit au Moyen-Orient. La France, par son histoire, par les valeurs qu'elle porte, par la responsabilité qu'elle détient, par son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, la France, je m'y engage, sera à vos côtés car le Moyen-Orient c'est la diversité, c'est la pluralité, c'est la culture, c'est la civilisation. C'est donc une conception de l'Humanité qui se joue, et lorsque l'essentiel est en cause, il n'y a plus de frontières, il n'y a que la responsabilité commune. Merci.